

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19647 - 76ÈME ANNÉE

15 emplois menacés par la tentative de créer un nouveau monopole à La Réunion

Endives et champignons : 2,2 millions d'euros aide publique pour tuer la production locale ?



Endives Réunion produit déjà plus de 3 tonnes de champignons par semaine sans aucune subvention.

Lors de la conférence de presse comme du propriétaire de Run Market et d'Intermarché, LM Distribution a annoncé un projet de champignonnière destinée à compenser l'absence de production locale. Or, cette production locale existe déjà depuis 1997 pour l'endive ce qui permet à l'île d'être autosuffisante dans ce domaine, et 2015 pour les champignons, où 80 % de la consommation est couverte par Endives Réunion, sans que cette société ait bénéficié d'aides publiques. Les 20 % manquant sont

le marché représenté par les magasins liés exclusivement à LM Distribution pour leur approvisionnement. Le projet de nouvelle champignonnière bénéficie de plus de 2 millions d'aides publiques sous forme de FEADER et de défiscalisation. L'aide publique permettra à LM de vendre à des prix défiant toute concurrence, de faire disparaître Endives Réunion et ses 15 salariés, et de s'arroger le monopole de l'endive et du champignon à La Réunion, grâce à sa maîtrise des importations. Cette inégalité

de traitement fait réagir.

Jeudi dernier, une conférence de presse organisée par Make Distribution avec son partenaire Intermarché s'est tenue dans les locaux de LM Distribution. Ceci souligne la volonté du repreneur de 4 Jumbo Score de continuer à travailler avec la société qui approvisionnait quasi exclusivement en fruits et légumes plusieurs grandes surfaces de La Réunion. Au cours de cette conférence de presse, LM Distribution a présenté ces activités. Sur

24.000 tonnes fournies annuellement à ces grandes surfaces, la moitié provient de l'importation. L'argument est de dire que des légumes tels que les endives ou les champignons ne seraient pas assez produits à La Réunion. LM a donc annoncé un projet de champignonnière destiné à compenser ce supposé déficit de la production locale. Lorsque l'on creuse un peu, ce projet est un investissement de 3,5 millions d'euros, dont 2,2 millions d'euros sont des aides publiques sous forme de fonds européens (FEADER géré par le Conseil départemental) et de défiscalisation accordée par l'État. Mais il s'avère qu'en réalité, La Réunion est déjà autosuffisante en endives, et au moins 80 % de la consommation en champignons de Paris est couverte par la production locale.

Créée en 1997, la société Endives Réunion a permis à notre île d'assurer son autosuffisance pour ce légume. Ainsi, depuis cette date, La Réunion n'a plus besoin d'importer d'endives.

LM Distribution s'est positionnée sur ce marché, et n'a pas non plus bénéficié d'aides publiques. Elle a néanmoins pu utiliser comme site de production un bâtiment dans l'Est déjà financé partiellement par des subventions.

C'est donc un marché hebdomadaire d'environ 4 tonnes, qui est alimenté par Endives Réunion pour 3 tonnes à 3,5 tonnes, le reste étant fourni par LM Distribution. Le concurrent n'a pas pu engager de guerre des prix, car il produit dans les mêmes conditions et ne peut donc que s'aligner sur les tarifs déjà pratiqués, qui sont plus compétitifs que les importations.

Quasi autosuffisance en champignons sans aides publiques

En 2015, Endives Réunion décide de diversifier son activité en lançant un projet de champignon-

nière pour éviter les importations. L'entreprise identifie un marché de 2 tonnes par semaine, et compte investir un million d'euros. Elle sollicite donc une subvention de 400.000 euros qui lui est refusée pour des motifs discutables : pas de marché et manque de compétences. Motifs démentis par la réalité.

Endives Réunion choisit malgré tout de persister. Il s'avère que le marché du champignon à La Réunion représente 4 tonnes par semaine. Endives Réunion produit plus de 3 tonnes par semaine qui sont écoulées dans 80 % du marché, 20 % sont verrouillés par des accords d'exclusivité entre LM Distribution et des propriétaires d'hypermarchés et autres grandes surfaces. Ces 20 % sont donc essentiellement de l'importation. Le seul moyen pour qu'un autre acteur puisse vendre à ces magasins sous concession est de passer par LM Distribution qui fixe donc son prix.

C'est dans ce contexte qu'intervient l'annonce du projet de champignonnière de LM Distribution.

2,2 millions du contribuable pour tuer une initiative réunionnaise

Manifestement, le marché existe déjà et fonctionne en grande partie grâce à la production locale. Il est clair que l'investissement de LM Distribution va saturer le marché. Avec un projet bénéficiant de plus de 2 millions d'euros de subventions, la concurrence est faussée au profit d'un nouvel arrivant. Grâce à cette importante aide publique, LM Distribution pourra vendre moins cher et faire disparaître la concurrence d'Endives Réunion. Ceci fait, LM aura le monopole de la production locale de champignons et pourra fixer ses prix, tout en maîtrisant également l'importation de cette den-

Une telle manœuvre interpelle le monde agricole.

Jean-Michel Moutama, président de la CGPER, estime que le problème n'est pas l'arrivée d'un nouvel acteur sur un marché, mais l'inégalité de traitement entre les acteurs. « Le projet de nouvelle champignonnière va tuer les 15 emplois pérennes d'Endives Réunion », poursuit-il.

« Il est inadmissible que de l'argent du contribuable serve à tuer une production locale au bénéfice d'une société privée qui veut avoir le monopole d'un marché », ajoute le responsable syndical, producteur de bananes, qui est également adhérent de la Coopérative Myresi comme Endives Réunion. « Nous avons 17 adhérents dont Endives Réunion qui compte à elle seule 15 emplois, nous sommes aussi bien structurés que d'autres organisations de producteurs et nous fournissons tous les jours des produits de qualité à la population de La Réunion », précise-t-il.

Des élus marchent sur la tête

Jean-Michel Moutama s'interroge sur les élus qui ont décidé d'accorder une aide FEADER à un projet qui va mettre 15 personnes au chômage et ruiner plus de 20 ans de travail : « on marche sur la tête en refusant d'aider une production locale tout en soutenant un nouvel acteur qui fait de l'importation et veut manifestement s'arroger le monopole de la production locale en endives et champignons ».

Décidément, les liens étroits affichés entre Run Market et LM Distribution ne laissent pas indifférents. Ils font craindre un renforcement de la situation de monopole qui pénalise fortement tout développement de l'économie réunionnaise, notamment dans l'agriculture.

M.M.

Edito

Quelle alternative aux agences de presse occidentales : pour une alliance de l'information au niveau régional

La semaine dernière Le président et directeur de l'Agence de presse officielle du gouvernement indonésien Antara, Meidyatama Suryodiningrat, a affirmé le « rôle vital » d'Antara et de l'Agence Vietnamienne d'Information, proposant de créer une alliance d'information de l'ASEAN.

« Sans Antara et la VNA, le seul flux d'informations en provenance d'Indonésie et du Vietnam serait dominé par les agences de presse occidentales », a déclaré le président-directeur de l'Agence de presse officielle du gouvernement indonésien Antara, Meidyatama Suryodiningrat, lors d'une interview à l'occasion du 75e anniversaire de l'Agence Vietnamienne d'Information (VNA).

"Antara et la VNA partagent de nombreuses affinités. Les deux agences de presse nationales ont été fondées à peu près à la même période. Cette année, Antara célèbre son 83e anniversaire », a-t-il indiqué.

Selon Meidyatama Suryodiningrat, les deux agences sont nées de la lutte révolutionnaire et ont mission commune qui consiste à accompagner les deux peuples et à promouvoir leur lutte et leur nation. Elles jouent aujourd'hui un rôle important sur le front de l'information en Asie du Sud-Est.

Née dès les premiers jours de la fondation du Vietnam moderne, en septembre 1945, l'Agence vietnamienne d'information a été baptisée par le Président Hô Chi Minh.

Evoquant les formes de coopération dans le cadre de l'ASEAN dont les deux pays sont membres, il a cependant fait remarquer que la coopération entre les agences s'effectue encore seulement sur une base bilatérale malgré leur présence nombreuse.

« Il est temps de nous associer pour établir dans une forme d'alliance susceptible de regrouper en

son sein tous les dix pays membres de l'ASEAN, leurs agences de presse et leurs principaux médias afin de créer une source d'information partagée par tous et d'élever la prise de conscience et le niveau de communication de leurs populations », a-t-il suggéré. » ». Source Agence Vietnamienne d'Information.

Cette dépêche illustre un besoin : diffuser des informations écrites par des journalistes d'une région à destination de la population de cette région. Le but est de sortir de la domination exercée par les agences de presse occidentales dans ce secteur, afin que de proposer une alternative à la vision occidentale qui envahit les médias. C'est notamment le cas à La Réunion où les sources d'information relatives aux autres pays sont diffusées par l'AFP, Reuters ou AP.

Ce canal unique entraîne une vue partielle et partielle. En effet, il n'est pas rare de constater que les mêmes faits sont vus d'une certaine manière par les agences occidentales, et d'une autre par des médias africains ou asiatiques.

Ceci s'applique aussi dans notre région. En effet, qui de mieux que des journalistes de Madagascar, les Comores, Maurice ou La Réunion pour parler au monde des faits qui surviennent à Madagascar, aux Comores, à Maurice ou à La Réunion. Un tel projet reste un défi, compte tenu du fait que l'organisation politique régionale reconnue, la Commission de l'océan Indien, tire son financement en grande partie d'une ancienne puissance coloniale, la France, et de l'Europe.

D'où l'importance de rechercher une alternative.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Oté

I tap dir mé zami ! Afèr ? Pou fé pénitans dsi l'do lé zot ?

In pé listoir pou komansé :

Si moin téi doi parl azot louis lo katorzyèm mi diré solman inn - dè zafèr-an loukan listoir par lo pti bout o long vi. Inn, li la aboli lo l'édi d'Nantes pou ashèv fou dézord dann roiyome, é li la ankouraz In sèrtin Kolber pou fé lo promyé kod noir-1685- pou moin in gran krime kont l'imanité... Konm tout bann roi li l'amenn inn vi an batonn shèz épi momandoné li la maryé avèk madam de Maintenon é dann Paris demoun téi di sé pou fé pénitans dsi l'do bann fransé-donk dsi l'do s'lé zot.

Kosa sa i vé dir ? sinploman kan ou lé fotif tout in parti d'out vi é ké ou i ariv l'az la mor i komans fé kass kou déyèr out do, ou i vé ratrap aou-i apèl sa rashète out vi - konm ou sé lo roi é ké par définisyon ou néna rézon ébin ou i fé soufèr lé zot épi ou i grinn shaplé, ou i fé la pénitans, ou i di gro grin-pti grin-malingrin kolingrin konm nou té i di pou farsé étan pti, étan marmaye dann la kour lékol.

Pou kosa mi di sa zordi ? Pars na pi lo roi dan La frans mé néna bann désandan, bann prézidan la sinkyèm républik é banna néna in gro problèm avèk in pti virus. konm la démokrasi sé lo kadé zot sousi, épi ké zot lé pa kapab asir bann misyon l'éta i doi asiré, oila ké zot i vé fé pèye bann fransé é sirtou dann landroi demoun lé fronté konm Paris sansa Marsèye. Pa pars la pa ékout azot konm ki fo, mé pars la bien ékout azot é na poin lo rézilta atandi an o lyé.

A ! Mézami, pou moins ké sa néna in roi la pèrd son parti sipèryèr. Antansyon mi di pa i fo koup son kabesh mé fitintan lo pèp fransé téi rézonne konmsa. In provèrb pou fini : afors alé a lo, kalbass i kass. Ni artrouv pli d'van.

Nb Moin la fine déza ékri moin néna konm lidé an o lyé i vé fé pèye lo pèp rényoné son soumisyon pars in mète lékol, kan na poin lo rézilta k'i fo, li pini lo zélèv mèm si sète-la la aplik son métode pou aprann lékol. Mi pans nou va an parl désa pli d'van.

Justin